

## Maison de la Francophonie ou Musée de la Francophonie ?

Le 20 mars dernier, lors de la Journée Internationale de la Francophonie, était louée la future inauguration de la Maison de la Francophonie avec les discours volontaristes habituels, alors qu'il aurait mieux valu saluer la naissance d'un nouveau musée à Paris : celui de la francophonie. On aurait pu mettre aisément en valeur toutes les actions visant à amoindrir, voire faire disparaître, la langue française depuis longtemps dans notre environnement. Faisant fi de l'article 2 de notre Constitution qui fait du français la langue de la République et la langue d'enseignement, certains esprits, sûrement progressistes, se font l'écho, dans la presse quotidienne et spécialisée, d'une volonté de modifier la loi Toubon pour permettre aux établissements d'enseignement supérieur (grandes écoles et universités) d'enseigner *totalem*ent en langue anglaise. La charge est actuellement menée par la Conférence des Grandes Ecoles et par quelques-uns de ses représentants. L'objectif déclaré est de pouvoir accueillir dans ces établissements des étudiants en provenance de pays non francophones et en particulier de la Chine. Nous dénonçons cette attitude qui modifie de façon définitive la place et la nature de l'enseignement supérieur français pour de simples raisons financières et de conquête illusoire et très partielle du marché mondial de l'enseignement. Cela est inacceptable : les grandes écoles forment, depuis longtemps en France, l'élite française pour des emplois privés et publics. Elles façonneront, formateront alors une élite anglophone, s'exprimant de façon unique en anglais dans les relations internationales et au sein des états-majors des entreprises, avec comme conséquence directe de constituer une élite qui serait déconnectée encore plus de l'ensemble des autres Français ; on assisterait à la création d'un pays proche du modèle de Metropolis avec une élite, en fait une oligarchie, dominant l'ensemble des autres travailleurs. On retrouverait l'opposition soutenue dans les entreprises par Taylor entre « ceux qui *pensent* » (s'exprimant en anglais) et « ceux qui *font* » (les mauvais locuteurs en anglais). **Enseigner *totalem*ent en anglais dans les établissements d'enseignement supérieur français ajouterait donc dans la société française une deuxième fracture à celle déjà trop apparente des revenus.** Cette nouvelle déclinaison de l'identité française, en niant la langue française, est ahurissante d'absurdité dans un monde qui est de plus en plus multilingue et multipolaire.

**Il est grand temps de se mobiliser avant que l'université ne suive les initiatives prises par les grandes écoles qui participent à la destruction du corps social en parfaite bonne conscience.** N'assistons nous pas déjà à l'émergence d'un nouveau critère de jugement dans les commissions de recrutement universitaire : « la capacité à faire cours en anglais », qui a peu à voir avec les capacités intrinsèques disciplinaires d'un futur universitaire ? N'assistons-nous pas déjà à l'obligation faite par des responsables de cycles universitaires d'imposer dans les services statutaires des enseignants des cours en anglais ? N'assistons-nous pas déjà à l'exclusion des revues scientifiques en français de la nomenclature des revues cotées dans les procédures d'évaluation menée par l'AERES, le CNRS ou le CNU ?

La défense de la langue française a fait long feu dans l'élite intellectuelle française par snobisme et dans la société française par indifférence parce qu'elle se centrait sur la finalité de la langue et son contenu culturel. Tout ce discours aurait dû pourtant convaincre tant les arguments en étaient judicieux mais le rêve économique américain était trop prégnant. Cette fois, les conséquences mêmes qu'aurait une telle politique d'enseignement sur la cohésion de la société française ne peuvent laisser indifférent. Voulons-nous, comme universitaires, adhérer à cette fracture attendue de la société française qui repose encore une fois sur les privilèges de l'argent pour acquérir une totale maîtrise de la langue anglaise dès le plus jeune âge ou participer à un véritable sursaut ? Prononcer des discours comme celui de Caen, lors de la campagne présidentielle, en faveur de la langue française et laisser ensuite tous les acteurs de l'enseignement supérieur en saper les fondements relèvent, disons-le, d'un cynisme inacceptable. **Autonomesup** se bat, et continuera à se battre, pour défendre la place du Français dans le monde comme langue de science, de culture et d'enseignement.

### Contacts Autonomesup :

Michel GAY, Secrétaire général - [autonomesup@free.fr](mailto:autonomesup@free.fr)

Jean-louis CHARLET, Président - [jeanlouis.charlet@neuf.fr](mailto:jeanlouis.charlet@neuf.fr)